L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 16 MAI 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Éditeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 16 MAI 1879.

VENTES AL'ENCAN DE CE JOUR

Parham & Co., dans leurs salles d'encan, 161 Gravier, meubles et bendequins.

LES RESPONSABILITÉS.

Durant la discussion de l'élection contestée de M. Bonham qui a eu lieu mercredi à la Convention, l'ex-gouverneur Warmoth a pris la parole en réponse à des remarques présentées par M. Caffrey, de Ste-Marie, et l'ex-protégé de Sheridan ne conteste pas l'exactitude des chiffres fournis par l'auditeur sur les.....vous-tous polis—prodigalités de son administration, 27 millions et demi de dépenses et 20 millions de dettes en quatre ans. Il s'excuse en disant qu'il était jeune et qu'il a pu commettre des erreurs que son expérience et la maturité de son jugement lui feraient actuellement éviter, s'il était gouverneur, ce dont Dieu préserve la Louisiane.

M. Warmoth déclare cependant, qu'il ne repousse la responsabilité d'aucun de ses actes, et il les justifie en disant que ces actes ont été approuvés et soutenus par beaucoup de démocrates et par toute la presse, l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans excepté. Une pareille déclaration venant d'un adversaire politique que nous n'avons cessé de combattre, aurait lieu de nous flatter, mais nous croyons que celui qui l'a émise n'a pas eu l'intention de nous faire un compliment. Cela importe peu, d'ailleurs, à ce que nous avons à dire.

L'ex-gouverneur essaie vainement de s'abriter derrière les démocrates, car il n'y a qu'un petit nombre des mesures ruineuses de son administration qui aient eu l'appui, non pas de tous les démocrates, mais de quelques politiciens et capitalistes. Pour le surplus la responsabilité pèse toute entière sur lui et ses législatures radicales.

C'est trop déjà, il est vrai, que l'on puisse reprocher à des membres du parti démocrate d'avoir soutenu quelques-unes des mesures qui ont ruiné la Louisiane. Les conséquences désastreuses qu'ont eues ces mesures prouvent à quel point nous avions raison de les combattre.

Bien qu'il n'y ait pas en réalité, d'analogie entre l'entreprise véreuse de Chattanooga et les autres projets insensés de chemins de fer en faveur desquels les législatures corrompues par M. Warmoth, avaient voté trente millions de subventions, et l'entreprise du chemin de fer du Pacifique, cependant, M. Warmoth a eu raison de reprocher à une législature démocratique d'avoir voté deux millions de Bons pour cette ligne, car cette législature avait eu la grave tort de disposer du crédit de l'Etat et d'ajouter une dette nouvelle à un fardeau déjà écrasant. Pour nous qui n'avons pas deux poids et deux mesures, nous avons blâmé les démocrates comme nous avions blâmé les républicains.

Il est vraiment affligeant qu'on ait à reprocher à quelques-uns de nos financiers et hommes d'affaires d'avoir donné leur appui à MM. Warmoth et Kellogg et d'avoir ainsi contribué à grever notre Etat de dettes qu'il est impossible de payer.

Comme l'a dit si éloquemment le Dr Brickell devant les trois comités de la convention, pourquoi les citoyens qui, pendant huit ans avaient combattu ensemble les gouvernements radicaux usurpateurs, sont-ils, après la défaite définitive de l'usurpation, divisés sur les questions de finances? Parceque malgré leurs propres protestations enregistrées dans la presse, malgré les avertissements et les supplications des patriotes, une partie d'entre eux a placé ses capitaux en Bons et titres de dettes de ces gouvernements usurpateurs et parceque des conservateurs qui avaient eu si grand intérêt à ne pas toucher à ces valeurs afin de laisser libre l'action de l'Etat le jour où le peuple de la Louisiane aurait repris possession du gouvernement, ne sont laissé tenter par l'appât du gain et sont devenus les co-intéressés et les soutiens des créances frauduleuses issues du régime radical.

Quelle différence dans la situation, si tous les conservateurs eussent persisté dans l'attitude prise en 1870 par les résolutions que nous avons reproduites, si aucune de nos institutions financières, aucun de nos capitalistes n'avait consenti à toucher un seul des titres de dette émis au nom de l'Etat, de la ville ou des paroisses sous les gouvernements radicaux.

Mais de ce que des démocrates se sont laissé égarer par l'espoir de bénéfices faciles, par les sédnctions de l'agiotage, s'en suit-il que leur défaillance engage la responsabilité du peuple entier?

De ce qu'une législature démocratique ait méconnu la mission libératrice qu'avait à remplir le nouveau gouvernement, en résulte-t-il que la première convention souveraine qu'ait élu le vrai peuple de l'Etat depuis la guerre, doive s'incliner devant une fin de non-recevoir et renoncer à réviser ce qui a été fait au détriment de l'Etat par des gouvernements imposés par la force? Non certes. Une pareille prétention est inacceptable.

S'il y a eu des acquiescements partiels, il n'y a jamais eu une ratification authentique des monstruosités atteintes portées à la fortune publique et aux fortunes particulières. Que M. Warmoth se glorifie d'avoir eu des complices dans les rangs des démocrates, peu importe à ceux qui n'ont joué que le rôle de victimes dans les spoliations et qui, aujourd'hui, considèrent que le jour de la délivrance a lui et qui demandent justice et soulagement.

INSTITUT ST-LOUIS—Une soirée musicale et littéraire doit être donnée ce soir, à l'Institut St-Louis, dirigé par Mme E. H. Matthey.

☞Si vous voulez un excellent portrait, il faut aller chez Lilienthal, le photographe en vogue.

☞Bottes du chevreau français, pour dames, à l'ETOILE ROUGE.

☞Le magasin meilleur marché pour ces meubles est le Palais de l'Aigle d'Or, coin Remparts et Perdido, établi en 1840.

—La *Gazette de Cologne* raconte un fait singulier de substitution d'enfant, qui a eu lieu dernièrement dans une petite ville frontière :

Une jeune et jolie demoiselle israélite, appartenant à une famille riche et honorée, allait se marier, lorsqu'une paysanne entre dans la salle, et annonce qu'elle ne fera son consentement au mariage qui allait s'effectuer.

Foule de questions, elle déclare qu'étant, vingt ans auparavant, nourrice de l'enfant que l'on suppose être la fiancée, elle l'a donnée, la nuit, en dormant, à ses craignant un châtiment, lui a substitué sa propre fille, qui était du même âge.

—Vous avez, dit-elle, menti et élevé mon enfant, et je vous en remercie; mais vous commettriez un crime, si vous laissiez ma fille épouser un mariage de mon fils, baptisée dans une église chrétienne, avec un juif."

L'étonnement de l'assistance peut se comprendre. Une enquête a prouvé la

LE CONCERT DE MADAME SAMUEL.—Dans cette ville amie des plaisirs et des arts, les appels faits sont toutes les fois mis à la libéralité du public sont si fréquents que les hommes réfléchis et que le nombre de ceux qui peuvent encore, à l'occasion, encourager leur patronage aux artistes méritants devient de plus en plus restreint. Aussi, madame Samuel doit-elle regarder comme un témoignage flatteur de l'estime en laquelle est tenu son talent, le nombre et le caractère de l'auditoire que l'assemblée des chiffres fournis par l'auditeur sur les.....vous-tous polis—prodigalités de son administration, 27 millions et demi de dépenses et 20 millions de dettes en quatre ans. Il s'excuse en disant qu'il était jeune et qu'il a pu commettre des erreurs que son expérience et la maturité de son jugement lui feraient actuellement éviter, s'il était gouverneur, ce dont Dieu préserve la Louisiane.

M. Warmoth déclare cependant, qu'il ne repousse la responsabilité d'aucun de ses actes, et il les justifie en disant que ces actes ont été approuvés et soutenus par beaucoup de démocrates et par toute la presse, l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans excepté. Une pareille déclaration venant d'un adversaire politique que nous n'avons cessé de combattre, aurait lieu de nous flatter, mais nous croyons que celui qui l'a émise n'a pas eu l'intention de nous faire un compliment. Cela importe peu, d'ailleurs, à ce que nous avons à dire.

L'ex-gouverneur essaie vainement de s'abriter derrière les démocrates, car il n'y a qu'un petit nombre des mesures ruineuses de son administration qui aient eu l'appui, non pas de tous les démocrates, mais de quelques politiciens et capitalistes. Pour le surplus la responsabilité pèse toute entière sur lui et ses législatures radicales.

C'est trop déjà, il est vrai, que l'on puisse reprocher à des membres du parti démocrate d'avoir soutenu quelques-unes des mesures qui ont ruiné la Louisiane. Les conséquences désastreuses qu'ont eues ces mesures prouvent à quel point nous avions raison de les combattre.

Bien qu'il n'y ait pas en réalité, d'analogie entre l'entreprise véreuse de Chattanooga et les autres projets insensés de chemins de fer en faveur desquels les législatures corrompues par M. Warmoth, avaient voté trente millions de subventions, et l'entreprise du chemin de fer du Pacifique, cependant, M. Warmoth a eu raison de reprocher à une législature démocratique d'avoir voté deux millions de Bons pour cette ligne, car cette législature avait eu la grave tort de disposer du crédit de l'Etat et d'ajouter une dette nouvelle à un fardeau déjà écrasant. Pour nous qui n'avons pas deux poids et deux mesures, nous avons blâmé les démocrates comme nous avions blâmé les républicains.

Il est vraiment affligeant qu'on ait à reprocher à quelques-uns de nos financiers et hommes d'affaires d'avoir donné leur appui à MM. Warmoth et Kellogg et d'avoir ainsi contribué à grever notre Etat de dettes qu'il est impossible de payer.

Comme l'a dit si éloquemment le Dr Brickell devant les trois comités de la convention, pourquoi les citoyens qui, pendant huit ans avaient combattu ensemble les gouvernements radicaux usurpateurs, sont-ils, après la défaite définitive de l'usurpation, divisés sur les questions de finances? Parceque malgré leurs propres protestations enregistrées dans la presse, malgré les avertissements et les supplications des patriotes, une partie d'entre eux a placé ses capitaux en Bons et titres de dettes de ces gouvernements usurpateurs et parceque des conservateurs qui avaient eu si grand intérêt à ne pas toucher à ces valeurs afin de laisser libre l'action de l'Etat le jour où le peuple de la Louisiane aurait repris possession du gouvernement, ne sont laissé tenter par l'appât du gain et sont devenus les co-intéressés et les soutiens des créances frauduleuses issues du régime radical.

Quelle différence dans la situation, si tous les conservateurs eussent persisté dans l'attitude prise en 1870 par les résolutions que nous avons reproduites, si aucune de nos institutions financières, aucun de nos capitalistes n'avait consenti à toucher un seul des titres de dette émis au nom de l'Etat, de la ville ou des paroisses sous les gouvernements radicaux.

Mais de ce que des démocrates se sont laissé égarer par l'espoir de bénéfices faciles, par les sédnctions de l'agiotage, s'en suit-il que leur défaillance engage la responsabilité du peuple entier?

De ce qu'une législature démocratique ait méconnu la mission libératrice qu'avait à remplir le nouveau gouvernement, en résulte-t-il que la première convention souveraine qu'ait élu le vrai peuple de l'Etat depuis la guerre, doive s'incliner devant une fin de non-recevoir et renoncer à réviser ce qui a été fait au détriment de l'Etat par des gouvernements imposés par la force? Non certes. Une pareille prétention est inacceptable.

S'il y a eu des acquiescements partiels, il n'y a jamais eu une ratification authentique des monstruosités atteintes portées à la fortune publique et aux fortunes particulières. Que M. Warmoth se glorifie d'avoir eu des complices dans les rangs des démocrates, peu importe à ceux qui n'ont joué que le rôle de victimes dans les spoliations et qui, aujourd'hui, considèrent que le jour de la délivrance a lui et qui demandent justice et soulagement.

INSTITUT ST-LOUIS—Une soirée musicale et littéraire doit être donnée ce soir, à l'Institut St-Louis, dirigé par Mme E. H. Matthey.

☞Si vous voulez un excellent portrait, il faut aller chez Lilienthal, le photographe en vogue.

☞Bottes du chevreau français, pour dames, à l'ETOILE ROUGE.

☞Le magasin meilleur marché pour ces meubles est le Palais de l'Aigle d'Or, coin Remparts et Perdido, établi en 1840.

—La *Gazette de Cologne* raconte un fait singulier de substitution d'enfant, qui a eu lieu dernièrement dans une petite ville frontière :

Une jeune et jolie demoiselle israélite, appartenant à une famille riche et honorée, allait se marier, lorsqu'une paysanne entre dans la salle, et annonce qu'elle ne fera son consentement au mariage qui allait s'effectuer.

Foule de questions, elle déclare qu'étant, vingt ans auparavant, nourrice de l'enfant que l'on suppose être la fiancée, elle l'a donnée, la nuit, en dormant, à ses craignant un châtiment, lui a substitué sa propre fille, qui était du même âge.

—Vous avez, dit-elle, menti et élevé mon enfant, et je vous en remercie; mais vous commettriez un crime, si vous laissiez ma fille épouser un mariage de mon fils, baptisée dans une église chrétienne, avec un juif."

L'étonnement de l'assistance peut se comprendre. Une enquête a prouvé la

UN ARTISTE LOUISIANAIS A LYON.—La correspondance suivante adressée de Lyon au *Gaulois* nous donne des nouvelles d'un jeune artiste louisianais, dont nous avons suivi avec plaisir les succès :

"Un grand événement littéraire s'est produit hier ici. Le théâtre des Célestins a donné la première représentation de : *Un Grand Homme qu'on attend*, comédie inédite en trois actes et en vers, de notre éminent compatriote le poète Joséphin Soulary. Cette pièce, présentée d'abord par M. Soulary à la Comédie-Française, y avait été reçue ; mais l'artiste a jugé sa pièce pour la mise en scène et l'exécution de son œuvre agnait été très longue, il l'a, par les instances de ses nombreux amis, retirée, pour la donner à notre théâtre des Célestins. Il ne doit pas, aujourd'hui, avoir à s'en repentir, car le succès d'hier a été immense. La salle, bondée, était composée de tout ce qui touche ou s'intéresse, à Lyon, aux lettres, aux arts et aux sciences. Un public de première comme on en voit peu.

"M. Soulary avait confié la mise en scène et la direction de l'étude de sa pièce à notre excellent jeune premier rôle de comédie, M. Gerber, qui d'ailleurs s'était chargé du principal rôle.

"M. Gerber s'en est tiré à son plus grand honneur ; jamais pièce n'a été mieux montée, mieux mise et mieux jouée que notre ardent compatriote. *Un Grand Homme qu'on attend* est une œuvre d'une finesse exquise. L'esprit y pétille, et la bonté des vers, dans lesquels une foule de bons mots du meilleur goût fourmille, a charmé les nombreux auditeurs pendant deux heures entières.

"L'interprétation a été très bonne ; Mmes Lorlehe et Montbazon, ainsi que M. Serret, se sont surpassés ; mais le héros de la soirée a été M. Gerber. Cet artiste dit les vers comme il sait de les dire pour entrer à la Comédie-Française, et nous espérons bien l'y voir un jour.

"La chute du rideau a été un véritable triomphe pour l'auteur et pour son principal interprète."

GIRONDE—Nous recevons la lettre suivante :

"Bordeaux, 25 avril 1879.

A monsieur le directeur de la *Patrie* :

L'élection Blanqui ayant acquis les proportions d'un événement politique important, il est nécessaire d'en préciser la véritable physionomie ; elle ne peut être bien suivie qu'à Bordeaux.

La première circonscription qui a nommé le célèbre révolutionnaire, comprend les quartiers les plus aristocratiques de notre ville : il renferme aussi des faubourgs où réside une population nombreuse d'ouvriers, partisans des idées radicales. Cette circonscription compte le quartier des Chartrons, centre du commerce des vins ; là se trouvent les principales maisons de commerce, ainsi qu'une multitude de tonneliers, de rouliers, de fabricants de calèches, de journaliers.

La candidature Blanqui a été le résultat d'un mot d'ordre venu de Paris ; c'est de Paris aussi que sont venus les émissaires chargés de l'appuyer.

Le premier tour de scrutin a causé une surprise extrême ; on s'attendait à voir le prisonnier de Clairvaux n'obtenir que quelques centaines de voix.

Observation importante : sur 24,429 électeurs, douze mille quatre-vingt-quinze (la moitié sauf une différence insignifiante) n'ont point pris part au second tour.

Pour expliquer cette abstention énorme, il faut observer que les conservateurs (beaucoup plus nombreux à Bordeaux que ne le prétendaient les journaux républicains) se sont systématiquement tenus à l'écart du scrutin.

Si quelques-uns d'entre eux ont voté pour Blanqui, ce n'a été qu'un nombre absolument insignifiant ; on croit que quelques centaines ont porté leurs voix sur M. Lavertujon ; mais l'immense majorité d'entre eux n'est pas voulu se mêler à cette lutte, la *Gironde* (dont le propriétaire, M. Gounouilhou, est beau-frère de M. Lavertujon) étant l'objet de vives attaques.

En définitive, la moitié des électeurs n'ont pris part ni pour l'ultra-radical, ni pour le républicain modéré, et Blanqui n'a pas gagné qu'un peu plus du quart des voix, ne saurait être représenté comme l'expression de l'opinion publique à Bordeaux ; il n'a pour lui qu'une fraction de la population, la grande majorité a repoussé énergiquement."

Ces faits sont positifs.

J'ajouterai que les chefs du comité Blanqui sont complètement inconnus dans notre ville ; on se demande : quelle est leur profession, où est leur domicile. On l'ignore.

Tous ces renseignements sont rigoureusement exacts.

Agréez mes salutations distinguées,

UN BORDELAIS
de la 1ère circonscription."

Il y en a qui se mettent le doigt dans l'œil, d'autres qui ont de ces belles-mères !.....il y en a aussi qui ont le bon esprit de ne se chasser qu'à l'ETOILE ROUGE.

—Dans son feuilleton hebdomadaire de l'*Indépendance belge*, M. Jules Claretie archive des souvenirs curieux sur le héros du jour, Blanqui. Blanqui à dix-neuf ans entra comme précepteur chez le général Compans, au château de Blagnac, près de Toulouse.

Un jour, dans ce château de Blagnac, une jeune fille vint habiter, riche, de famille bourgeoise. Blanqui s'en éprit comme de sa chimère, silencieusement. Il l'aima six ans sans le lui avancer ; puis, un jour, elle devina. Elle l'aimait aussi. Elle devint sa femme. Six ans après, le jour anniversaire de la condamnation de Blanqui, elle mourrait.

Auguste Blanqui porte encore son deuil. En 1848, naguère qu'il présidait, il ne quittait jamais son gant noir que pour faisiconi un effet si tragique lorsque, pour accompagner les discours qu'il prononçait du sein de son banc, il